

CIVITAS AFRIQUE

11-14 MAI 1997
PRETORIA, AFRIQUE DU SUD

« [...] L'Afrique a besoin d'entretenir un environnement qui permettra de renforcer les droits des citoyens et de mieux faire connaître leurs responsabilités. L'un des moyens les plus prometteurs pour atteindre ces objectifs est l'instruction civique – un enseignement qui fournira aux citoyens les instruments nécessaires pour devenir des acteurs à part entière de la représentation démocratique et des participants à l'amélioration du bien-être de leur société comme aux destinées de leur nation. Une confédération internationale telle que CIVITAS peut jouer un rôle primordial. » Al Gore, vice-président des Etats-Unis

« En Afrique, il est absolument essentiel que nos populations jouent un rôle plus actif et plus prépondérant dans le règlement des problèmes urgents du développement, du respect des droits de l'homme et de la prévention des conflits, et ce dans un cadre démocratique. » Wilmot James, Institute for Democracy in South Africa

« A mon avis, l'instruction civique doit aider les Africains à recouvrer la place qui leur revient au sein de la communauté des nations [...]. Les réseaux d'instruction civique [...] devraient aider nos enfants à comprendre qui ils sont, ce à quoi ils aspirent, comment ils peuvent établir des relations d'entraide avec d'autres peuples. Ces réseaux devraient également leur donner le sens du soutien mutuel qui permet de donner et de recevoir [...]. Si l'Afrique doit évoluer au cours des prochaines décennies, il nous faut gagner cette bataille dans les esprits de nos enfants et de nos adolescents, ceux qui dans vingt ou trente ans seront les dirigeants de nos nations. » Graça Machel, Fondation pour le développement communautaire, Mozambique.



Winston Churchill a dit que « La démocratie est la pire des formes de gouvernement à

l'exception de toutes celles qui ont été expérimentées au fil du temps. »

A l'instar de Churchill, la plupart d'entre nous admettent que la démocratie est une bonne chose. Et la plupart d'entre nous pensent que s'il y a une élection et si les citoyens votent, c'est l'essentiel. Mais la démocratie ne se limite pas à cela. Citons Penn Kemble, directeur adjoint de l'U.S. Information Agency :

« La démocratie est plus qu'un mécanisme, c'est véritablement une culture. Pour renforcer et stabiliser la liberté, il faut non seulement modifier l'appareil externe de la société et du gouvernement mais aussi effectuer une sorte de transformation subjective. Les

gens doivent cesser d'être des sujets passifs de l'Etat – à qui l'on donne des directives – pour devenir des citoyens responsables dotés de droits dans une société libre.

En d'autres termes, ils sont investis de certains pouvoirs. »

Le maintien d'une démocratie est une tâche ardue. L'un des meilleurs moyens de protéger et d'entretenir une démocratie est l'éducation.

A partir de cette idée, CIVITAS, consortium international destiné à promouvoir le civisme démocratique par le biais de l'enseignement, a organisé et parrainé Civitas@Prague.1995, première conférence internationale sur

l'éducation et la démocratie. Le succès de cette conférence, tenue dans la République tchèque en juin 1995, a incité le consortium CIVITAS à étendre ses efforts à l'Amérique latine. Coparrainé par l'Inter-American Development Bank, Civitas Panamericano a réuni en septembre 1996 plusieurs centaines de professeurs d'instruction civique venus de tout le continent américain à Buenos Aires, en Argentine, pour élaborer des plans d'action visant à renforcer l'enseignement de la démocratie et à établir des réseaux régionaux d'organisations spécialisées dans l'instruction civique.

Dans le sillage du succès de la conférence de Buenos Aires, CIVITAS a concentré son attention sur l'instruction civique en Afrique dans le

but de forger une société civile et de promouvoir le changement démocratique. Récemment, la démocratie a enregistré des progrès importants en Afrique. Malgré certains revers, notamment la chute de deux gouvernements démocratiquement élus en 1997, des élections démocratiques ont eu lieu dans plus de vingt nations africaines au cours des cinq dernières années et les pressions en faveur d'une plus grande liberté se poursuivent alors que les Africains revendiquent de plus en plus une participation à la gouvernance de leur société.

Tout comme l'Occident s'est attaché à renouveler les traditions de la participation démocratique, l'Afrique a concentré son attention sur l'enseignement des droits de l'homme et la création de structures démocratiques dans des Etats qui en étaient autrefois dépourvus. L'Afrique vit en effet une période historique unique, marquée par des transitions démocratiques sur l'ensemble du continent.

En œuvrant en faveur du changement, nombre d'Africains ont fait l'expérience de transformations significatives ; en outre, la rapide évolution des technologies de la communication en Afrique a offert de nouvelles possibilités pour diffuser le

message de la démocratie. Rassemblés en 1996 lors de la réunion de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les dirigeants de ce continent ont adopté un plan d'action sur cinq ans appelant les organismes internationaux, les institutions gouvernementales et les organisations non gouvernementales (ONG) à œuvrer de concert en vue de promouvoir l'enseignement des droits de l'homme sur l'ensemble du continent.

CIVITAS Afrique s'appuie sur cette orientation. Le premier atelier, organisé du 11 au 14 mai 1997 à Pretoria, en Afrique du Sud, visait à offrir aux professeurs et aux défenseurs de l'instruction civique plus qu'une tribune pour débattre de la démocratie. Les participants ont élaboré des plans d'action pour des conférences ultérieures, entamé le processus de création de réseaux régionaux pour favoriser les échanges de vues et appris à maîtriser la technologie pour avoir accès à des sources d'information essentielles. L'atelier de Pretoria constitue l'amorce d'un processus destiné à aider les professeurs d'instruction civique africains à jeter des ponts et à renforcer leurs contacts dans leurs pays mais aussi à l'étranger.

Les problèmes auxquels sont confrontés les professeurs d'instruction civique en Afrique sont décourageants et à bien des égards uniques en leur genre. Lors de cet atelier d'une durée de quatre jours, les participants venus de quinze pays du continent se sont débattus avec des questions d'ordre pratique. Comment établir un réseau d'instruction civique en Afrique ? Quels sont les meilleurs moyens d'enseigner la démocratie dans un contexte africain ? Quelles ressources, à la fois internes et externes, peut-on utiliser pour contribuer à instaurer et à renforcer les valeurs démocratiques ?

Les activités de la conférence comprenaient trois types de sessions.

Les *séances plénières*, auxquelles

assistaient tous les participants, avaient pour but de définir les conditions et de parvenir à un consensus sur les meilleurs moyens d'enseigner la démocratie, de promouvoir la coopération entre institutions et d'utiliser les ressources disponibles pour les professeurs d'instruction civique. Les *séances de travail*, qui rassemblaient de petits groupes de participants, étaient consacrées à des thèmes spécialisés d'instruction civique tels que « Expériences relatives à l'enseignement de la démocratie dans des environnements politiques difficiles », « Communications : langage, médias, nouvelles technologies et ressources », « Mise en place de partenariats consacrés aux ressources » et « Formation des enseignants et responsables d'instruction civique ».

Enfin, les *sessions régionales* rassemblaient les délégations des pays de l'Afrique orientale, de l'Afrique australe, de l'Afrique occidentale et centrale afin d'élaborer des plans d'action régionaux spécifiques, notamment trois conférences régionales de praticiens de l'instruction civique.

Outre ces séances, les participants ont eu la possibilité de visiter l'une des nombreuses organisations qui se consacrent à l'instruction civique dans l'agglomération de Johannesburg. Sur le site même de l'atelier était organisée une « Exposition de documents » : livres, brochures et autres textes publiés par les organisations qui parrainaient la conférence proposaient aux participants

des informations plus approfondies.

Signe du grand intérêt suscité par l'idée d'une préparation à la société civile, des observateurs venus d'une dizaine de pays d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Etats-Unis ont assisté à la conférence, de même que des représentants d'organisations internationales et d'institutions multilatérales africaines. Ces observateurs ont non seulement présenté leurs points de vue uniques sur les défis que représente l'instruction civique, mais ils ont aussi découvert certains des modèles et des méthodes pratiques proposés par les professeurs d'instruction civique en Afrique.

Tirant profit des outils modernes de l'ère informatique, la conférence proposait une séance de formation et de démonstration sur CIVNET (<http://www.civnet.org>), site Internet créé par CIVITAS à l'intention de ceux qui s'efforcent de promouvoir l'instruction civique ou la société civile. Parrainé par l'U.S. Information Agency et géré par CIVITAS, CIVNET pourrait devenir l'une des sources d'information les plus importantes pour ceux qui se consacrent à l'enseignement de la démocratie, tout en assurant une liaison électronique entre les professeurs d'instruction civique.

POURQUOI CIVITAS?

Si l'on a créé CIVITAS, c'est parce que l'on a reconnu qu'il est possible d'améliorer considérablement l'instruction des citoyens grâce à des liens étroits entre les établissements scolaires, la société civile, les gouvernements et le secteur privé, et que de récents progrès dans les communications mondiales, comme CIVNET, peuvent faciliter ces liens. CIVITAS s'est appuyé sur le travail de groupes tels que l'Institute for Democracy in South Africa (IDASA), organisation qui s'efforce depuis 1987 de promouvoir la démocratie en Afrique du Sud et d'assurer son maintien en créant des institutions démocratiques, en éduquant les citoyens et en prônant la justice sociale.

A la suite du succès de la conférence de Prague organisée en 1995, un partenariat international regroupant des professeurs d'instruction civique, des responsables de l'enseignement et des représentants du secteur privé a été établi en vue de renforcer la culture démocratique. Depuis sa création, le partenariat de CIVITAS s'est attaché à affermir le civisme dans de nombreuses parties du monde, de l'Europe centrale et orientale à l'Amérique latine en passant par l'Afrique. En mars 1996, un atelier sur l'enseignement de la démocratie a été organisé à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, pour élaborer un programme d'études national sur le civisme en démocratie afin de favoriser une société civile plus tolérante. Depuis l'automne 1996, des documents sont utilisés dans les salles de classe bosniaques dans le cadre d'un

programme pilote qui, espère-t-on, sera étendu à l'ensemble de la nation.

CIVITAS Afrique a été parrainé par les Services américains d'information et de relations culturelles (USIS) et l'Institute for Democracy in South Africa (IDASA), et l'atelier de Pretoria a été préparé en collaboration avec des ONG basées aux Etats-Unis, en Afrique du Sud et sur tout le continent.

Forts des précédents établis à Prague, en Bosnie et à Buenos Aires, l'atelier CIVITAS Afrique visait à créer de nouveaux réseaux nationaux, régionaux et continentaux de professeurs d'instruction civique dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Quinze pays ont été invités à envoyer des délégations à Pretoria. Chaque délégation se composait de dirigeants œuvrant en faveur de la démocratie et représentant des ONG, des ministères de l'Education, des médias et des universités. Les membres de ces quinze délégations avaient été sélectionnés pour représenter le mouvement en faveur de l'instruction civique dans leurs pays respectifs et pour former une base à partir de laquelle de nouveaux réseaux pourraient voir le jour après la conférence de Pretoria.

Encouragés à l'idée qu'ils n'étaient pas isolés, stimulés par des échanges de vues qui ont généré de nouveaux concepts et modèles pour l'enseignement de la démocratie, les trois groupes régionaux ont élaboré des plans d'action spécifiques, notamment l'organisation de trois ateliers régionaux en 1998 pour jeter les fondements d'une infrastructure destinée à l'instruction civique.

Le groupe de l'Afrique occidentale et centrale a décidé que sa conférence régionale aiderait chaque pays de la région à déterminer son niveau d'instruction civique; à élaborer une stratégie pour améliorer l'enseignement de cette discipline et à créer des comités nationaux de CIVITAS. Afin d'atteindre

ces objectifs, le groupe a décidé de mettre l'accent sur :

- la conception, l'application, le contrôle et l'évaluation de programmes d'études portant sur l'instruction civique ;
- l'identification de groupes cibles, tels que les femmes, les jeunes, les forces de sécurité, les chefs religieux, les médias, les administrateurs publics, les étudiants et les syndicats d'enseignants ;
- l'élaboration de stratégies de communication à l'intention des médias et du secteur associatif ;
- la création de réseaux destinés à l'instruction civique ;
- les échanges de vues entre groupes nationaux.

Les délégués du Groupe de travail régional de l'Afrique du Sud ont résolu de « promouvoir la paix, la justice, le développement et la démocratisation au sein de la société civile grâce à l'enseignement de la démocratie ». La conférence régionale de 1998 permettra de :

- partager des expériences, des méthodologies et des documents pédagogiques ;
- mettre au point des accords mutuels et des stratégies régionales pour l'application des programmes d'instruction civique ;

- encourager la coopération et les partenariats avec le gouvernement et le secteur privé dans le cadre et par l'intermédiaire des programmes d'instruction civique ;
- consolider et renforcer le réseau d'instruction civique ;
- promouvoir la protection des droits de l'homme et le développement de la société civile.

En outre, le groupe a fixé des objectifs pour accroître le nombre des organismes d'instruction civique participant au projet, renforcer les réseaux régionaux, développer les moyens d'action, contrôler l'élaboration des programmes, créer des plans d'action nationaux et régionaux.

Le groupe de l'Afrique de l'Est s'est engagé à promouvoir l'instruction civique et à en étendre le champ d'application dans la région. Parmi les objectifs qu'il a adoptés figuraient : le développement de la collaboration entre les ONG, le gouvernement et le secteur privé ; la poursuite de l'élaboration des programmes d'instruction civique ; la création d'un groupe de travail régional de CIVITAS et d'un mécanisme pour mobiliser les ressources.

Au cours de l'année prochaine, chacun de ces trois groupes s'associera avec une équipe d'ONG internationales et de membres du consortium CIVITAS pour organiser un atelier régional à l'intention des professeurs d'instruction civique. Ces trois ateliers régionaux conduiront à l'extension d'un réseau d'instruction civique de CIVITAS dans presque toutes les nations de l'Afrique subsaharienne. Ces équipes de planification collaboreront avec le siège de CIVITAS à Strasbourg, les membres du Comité directeur international de CIVITAS, les ONG internationales spécialisées dans l'instruction civique et les organisateurs locaux pour parrainer les ateliers et étendre le réseau de CIVITAS.

LE LABORATOIRE SUD-AFRICAÏN

Lors de la séance d'ouverture de l'atelier CIVITAS Afrique, Mohammed Valli Moosa, ministre sud-africain chargé des Affaires provinciales et de l'élaboration de la Constitution, a accueilli les participants par un message dans lequel il mettait l'accent sur la création de liens entre une constitution et les citoyens grâce à un programme d'instruction civique, en prenant pour modèle l'expérience récente de l'Afrique du Sud.

Avec un nouveau gouvernement démocratique et une nouvelle constitution, l'Afrique du Sud constitue pour le reste de l'Afrique un exemple extraordinaire d'édification de la démocratie. Au cours du processus d'élaboration de cette nouvelle constitution, les Sud-Africains se sont attaqués à cette question : comment donner aux citoyens la possibilité de s'exprimer sur les fondations du nouveau gouvernement ?

Le Ministre a décrit la nouvelle Constitution de l'Afrique du Sud comme étant plus qu'un document juridique. « Nous considérons notre Constitution comme un document qui incarne les valeurs de notre société ainsi que les espoirs et les aspirations du peuple de ce pays. La Constitution confère des droits inaliénables à tous les citoyens. Mais elle impose aussi des devoirs et, dans le contexte qui est le nôtre, elle [...] accorde à la fois des droits individuels et collectifs. »

Le pouvoir d'une constitution appartient aux citoyens d'un pays. « [...] En dernière analyse, c'est le peuple, la société, qui peut faire

fonctionner une constitution et assurer sa pérennité. Mais pour qu'une constitution puisse fonctionner, il faut que les citoyens aient été initiés à la démocratie : « A moins que le peuple d'Afrique du Sud ne tienne à la Constitution, ne comprenne la Constitution et n'apprenne à aimer les valeurs inscrites dans la Constitution, nous ne pouvons avoir l'assurance que l'ordre subsistera pour les générations futures », a déclaré M. Moosa. En d'autres termes, la base d'un gouvernement démocratique stable réside dans une constitution forte et la base d'une constitution forte réside dans des citoyens instruits et démocratiquement engagés.

Le ministre Valli Moosa a abordé un certain nombre de thèmes qui ont été repris au cours de l'atelier. L'un de ces thèmes était le défi que représente l'enseignement de la démocratie parmi des citoyens issus de milieux très divers, en termes de catégorie socio-économique, de niveau d'éducation et de proximité des centres urbains. Il a utilisé l'expérience de l'Afrique du Sud en matière d'élaboration d'une nouvelle constitution pour souligner l'importance de l'instruction civique dans un pays et dans des contextes très divers.

Un autre thème important de l'atelier CIVITAS Afrique a été la nécessité d'associer différents secteurs pour dispenser l'instruction civique. Ainsi, le ministre Valli Moosa a fait remarquer : « Je dois dire ici que l'instruction civique et l'enseignement relatif à la Constitution ne sont pas la chasse gardée du gouvernement. Nous encourageons les ONG ainsi que d'autres organisations et institutions parmi les organes de la société civile à participer pleinement au programme d'enseignement relatif à la Constitution. »

SOUTENIR L'INSTRUCTION CIVIQUE EN AFRIQUE

L'un des temps forts de CIVITAS Afrique a été le discours d'ouverture prononcé par Mme Graça Machel, président de la Fondation pour le développement communautaire et conseiller spécial de l'UNICEF au Mozambique. Mme Machel a évoqué avec éloquence le contexte dans lequel nombre de professeurs d'instruction civique doivent travailler en Afrique – dans des pays ravagés par la guerre et en proie à l'instabilité, où les structures communautaires et tribales traditionnelles ont cessé de fonctionner, et dans un environnement qui encourage peu le sentiment de fierté à revendiquer l'identité africaine.

Mme Machel a exprimé un puissant message, à savoir que, malgré ces obstacles, les nations africaines sont capables de reconstruire la structure de la communauté et de la démocratie, de se remettre des bouleversements qui ont suivi l'indépendance et de prendre leur place au sein de la communauté des Etats démocratiques. L'instruction civique doit jouer un rôle primordial dans la réalisation de ces objectifs.

Mme Machel s'est servie de son expérience en qualité de conseiller spécial de l'UNICEF, chargé d'examiner les effets dévastateurs des conflits armés sur les enfants, pour étayer ses remarques sur le relèvement de l'Afrique et l'importance de l'instruction civique. Elle a exposé quatre grandes priorités : la réaffirmation d'un ensemble de valeurs dénué de tout recours à la violence et au racisme ; la démilitarisation de la société pour s'opposer à la culture de la violence ; enseigner aux enfants et aux adolescents que la violence ne devrait jamais être utilisée pour régler des différends ; enfin, reconnaître que l'enseignement et la formation sont les clefs de la prospérité et de la paix.

Pour réaliser ces objectifs, l'instruction civique doit tout d'abord

permettre de reconstruire la société en commençant par les plus petites unités – la famille et la communauté. En bref, ce genre d'enseignement de la démocratie renforcerait le sens de la responsabilité à l'égard d'autrui et permettrait aux Africains de renouer avec les traditions communautaires : « Pour nous, l'instruction civique doit reposer sur notre patrimoine culturel dans lequel nous renforçons le sens de la communauté, de l'appartenance aux autres – le sens du devoir, du service, de la discipline, du respect d'un ensemble de valeurs. »

Mais l'instruction civique signifie plus que cela. Si elle est essentielle pour édifier le sens du devoir à l'égard de la communauté, l'instruction civique conduit aussi en fin de compte à la fierté qu'un individu peut ressentir pour son identité en tant qu'Africain, a affirmé Mme Machel. « A mon avis, l'instruction civique doit renforcer la fierté d'être moi-même, d'être africaine. Etre fière de mon histoire, de mon identité et revendiquer cette identité. La fierté d'être moi-même. Nous ne devons pas nous définir par rapport à ceux qui nous ont colonisés. »

Ces deux objectifs – le sentiment de fierté personnelle et le sens de la responsabilité à l'égard de la communauté – se renforcent mutuellement. « Les réseaux d'instruction civique dont nous allons discuter ici devraient aider nos enfants à comprendre qui ils sont, ce à quoi ils aspirent, comment ils peuvent établir des relations d'entraide avec d'autres peuples. Ces réseaux devraient également leur donner le sens du soutien mutuel qui permet de donner et de recevoir. »

LA CLEF DE L'AVENIR

Le discours-programme de l'atelier a été prononcé par Ernest Green, président de l'African Development Foundation et figure historique de la lutte pour les droits démocratiques des Afro-Américains aux Etats-Unis.

M. Green a affirmé avec éloquence l'importance primordiale de l'accès à l'éducation comme moyen de réaliser la stabilité sociale et politique. Pour donner le ton, Ernest Green a évoqué sa propre expérience, racontant comment, en 1957, il avait été le premier Afro-Américain à fréquenter la Central High School de Little Rock, dans l'Arkansas, établissement jusqu'alors réservé aux Blancs. Cet événement était la conséquence d'un arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis mettant fin à la ségrégation dans les établissements scolaires publics américains, mais son application n'avait été possible que grâce à l'escorte de parachutistes de l'armée.

M. Green a fait remarquer que la déségrégation de la Central High School en 1957 était la conséquence logique de l'idée révolutionnaire contenue dans la Constitution et la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis, selon laquelle « tous les hommes sont créés égaux », et avait fourni à ses compagnons de classe un précieux cours d'instruction civique. Mais ce fut également l'illustration du fait que « l'éducation est la clef de l'avenir d'un individu et l'instruction civique la clef d'une société civilisée ».

Selon Ernest Green, l'existence d'une société familiarisée avec les valeurs démocratiques et civiques n'est pas la garantie d'une société juste, mais cela fournit un cadre pour résoudre les problèmes et les conflits.

M. Green a aussi évoqué les défis que représentent la mondialisation de l'économie, les technologies de l'information et les grandes disparités entre richesse et pauvreté en Afrique. Comme il l'a souligné : « Les riches et les pauvres ont toujours existé, mais le fossé entre les uns et les autres se creuse à un

rythme alarmant. La paupérisation ne frappe plus seulement des populations mais des pays entiers. »

Ainsi, si l'instruction civique est essentielle pour résoudre les conflits de société, elle doit s'accompagner d'une formation qui donne aux citoyens les moyens d'améliorer leur vie. L'apprentissage du pouvoir qu'ils peuvent exercer sur leur bien-être matériel est aussi impératif que l'apprentissage du pouvoir qu'ils peuvent exercer sur leurs conditions politiques et sociales.

Ernest Green a assorti le double objectif que représentent le renforcement de la démocratie et la lutte contre la pauvreté d'une citation de Nelson Mandela : « Les droits sauvegardés dans notre nouvelle Constitution seront des notions vides et notre démocratie restera fragile s'ils ne s'accompagnent pas d'une amélioration de la vie des citoyens, en particulier ceux qui supportent le fardeau de la pauvreté et de l'inégalité. »

En outre, les professeurs d'instruction civique eux-mêmes sont confrontés à une tâche disproportionnée, a insisté M. Green, parce que « à mon avis, [...] aucun de nous ne serait assis dans cette pièce aujourd'hui si nous n'avions pas eu accès aux possibilités qu'offre l'éducation [...]. Nous devons faire en sorte que ces possibilités et ces outils soient disponibles pour que d'autres en tirent profit. »

M. Green a conclu en comparant la situation de l'Afrique à celle qui prévaut dans de nombreuses autres régions du monde : « De même que les Américains ont dû prendre des risques pour conquérir leur indépendance, les habitants de l'Europe de l'Est, de l'ex-Union soviétique et de l'Afrique ont tous été obligés de courir des risques pour changer leur condition [...]. Il leur faudra acquérir les connaissances nécessaires [...] s'ils veulent parvenir à la croissance économique et à une bonne gouvernance. »

PROMOUVOIR LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE

L'un des thèmes de l'atelier concernait le développement de la coopération institutionnelle dans le but de renforcer les structures démocratiques et de promouvoir l'instruction civique. La réussite de toute action en faveur de la démocratie en Afrique suppose souvent la participation d'un vaste échantillon des composantes de la société aux processus démocratiques, notamment le gouvernement, l'armée, les systèmes d'enseignement, les ONG et les dirigeants traditionnels. Ce n'est qu'en développant la coopération entre différents secteurs que les pays ont pu réformer les systèmes d'enseignement, surmonter l'apathie des citoyens et renforcer des structures démocratiques faibles.

Au cours d'une séance plénière, les participants ont d'abord entendu deux intervenants : Mandla Mchunu, directeur général adjoint du ministère chargé de l'élaboration de la Constitution de l'Afrique du Sud, et Honoré Koffi Guie, secrétaire général du Groupe d'étude et de recherche sur la démocratie et le développement économique et social en Côte d'Ivoire. M. Mchunu a expliqué que son organisation avait réussi à susciter la coopération institutionnelle en construisant une base de soutien au sein de chaque communauté capable de répondre aux besoins de différents groupes de citoyens. Alors seulement, la cause de l'instruction civique peut-elle être entendue au niveau régional ou national à condition, a mis en garde M. Mchunu, que les programmes s'inscrivent dans un contexte non partisan et ne soient pas perçus comme une force réactionnaire.

M. Guie a exposé son expérience de l'édification de la coopération institutionnelle en Côte d'Ivoire pendant la période de transition vers la démocratie. Son programme a commencé par la formation de membres des élites avant de cibler des

communautés. Il a également évoqué l'importance de faire naître la confiance avec les grands dépositaires d'enjeux d'une manière non partisane afin de surmonter la crainte que l'initiation à la démocratie ne se réduise à un exercice de propagande.

Les participants aux séances de travail suivantes se sont concentrés sur les moyens de surmonter l'apathie des citoyens, en mettant en œuvre des programmes d'instruction civique dans des contextes politiques difficiles et en liant ces activités aux structures pédagogiques existantes.

Parmi les problèmes qu'ils rencontrent, les professeurs d'instruction civique ne se heurtent pas seulement à la méfiance des gouvernements en place concernant leurs motivations mais également à la suspicion et à l'apathie des citoyens. Prenant son pays comme exemple, l'un des participants a indiqué que le fait d'associer le progrès économique à l'enseignement de la démocratie permettait de sensibiliser la population locale, car dans l'ordre des priorités la simple volonté de survie l'emportait sur le problème de la démocratie. Autre exemple, un participant a estimé que l'instruction civique ne doit pas se limiter à la formation des électeurs mais encourager l'engagement des citoyens au-delà des élections.

Presque tous les participants sont convenus que de bonnes relations de travail avec les structures gouvernementales locales et nationales, notamment les systèmes d'enseignement, sont essentielles à la réussite d'un programme d'instruction civique. D'après l'expérience de nombreux participants, de telles relations ont contribué à démontrer que l'enseignement de la démocratie ne constitue pas une menace ; en outre, elles aboutissent souvent à la formation d'alliances précieuses. Néanmoins, les participants sont convenus que les professeurs d'instruction civique doivent demeurer impartiaux afin de conserver leur crédibilité vis-à-vis du gouvernement et de la communauté.

POURQUOI PRENDRE EN COMPTE LA CULTURE ?

Un autre thème abordé à l'atelier CIVITAS était l'influence du contexte culturel africain sur l'enseignement de la démocratie. Les participants ont constaté que les professeurs d'instruction civique africains doivent souvent s'adapter à une grande diversité de contextes culturels, même à l'intérieur d'un pays. Outre le pont qu'ils jettent entre les sociétés modernes et traditionnelles, ces enseignants doivent combler le fossé entre la ville et la campagne et entre une pauvreté immense et une opulence croissante.

La discussion a débuté lors d'une séance plénière thématique et s'est poursuivie dans les séances de travail consacrées à des sujets précis. Au cours de la séance plénière, David Chimhini de Zimrights au Zimbabwe et Marguerite Kadio-Morokro du Mouvement international des femmes démocrates en Côte d'Ivoire ont proposé d'exploiter les éléments démocratiques des cultures africaines pour renforcer le message de l'instruction civique. Comme dans d'autres parties du monde, le travail effectué au nom de l'instruction civique doit prendre en compte les cultures traditionnelles, mais peut aussi en utiliser les aspects démocratiques pour faire passer le message sur les droits et les responsabilités en démocratie.

Parmi les exemples cités figuraient le partage du pouvoir dans les communautés traditionnelles – où les chefs ont des conseils qui fournissent une orientation – et le partage des vivres en cas de pénurie. M. Chimhini a

aussi mis en garde contre l'erreur qui consiste à parler de l'Afrique d'un point de vue culturel unique et rappelé qu'il convient de considérer chaque culture séparément.

M. Chimhini et Mme Kadio-Morokro ont également abordé la manière dont l'instruction civique doit tenir compte non seulement des contextes culturels mais aussi de la pauvreté. Comme M. Chimhini l'a résumé : « Les pauvres savent qu'ils sont pauvres, qu'ils souffrent, mais ils veulent aussi un bon gouvernement. » Quand on commence à travailler au sein d'une communauté, a souligné Mme Kadio-Morokro, on doit d'abord s'interroger sur les principaux besoins de cette communauté avant de s'intéresser spécifiquement à l'enseignement de la démocratie. La discussion des besoins économiques et matériels d'une communauté renforce souvent la cause de la démocratie et offre un exemple vital de participation active des citoyens à l'amélioration du sort collectif.

Lors des séances de travail qui ont suivi la séance plénière, les participants ont discuté du défi que représente l'enseignement de la démocratie en Afrique et des meilleurs moyens de le relever. Dans une séance consacrée aux méthodologies visant à introduire l'instruction civique dans les sociétés africaines, Mary Curd Larkin représentant l'ONG américaine Street Law Incorporated a dirigé une discussion qui a permis d'identifier certains aspects importants. Les participants sont convenus que les structures démocratiques doivent aussi s'adapter aux cultures traditionnelles locales au lieu d'essayer de les supplanter. Mais ils ont également reconnu que des conflits sont inévitables dans certains pays entre les enseignants et les valeurs traditionnelles sur des questions telles que les mariages arrangés ou la distribution inéquitable du matériel pédagogique entre les garçons et les filles.

Une autre séance de travail a porté sur les moyens d'exploiter les communications modernes pour enseigner les compétences liées à la vie en démocratie. Oumou Keita, reporter à la Radiotélévision nationale malienne, a expliqué que sa réussite dans le journalisme radio résultait de sa capacité de diffuser dans la langue vernaculaire nationale et que cela lui avait permis de faire connaître le succès des élections multipartites au Mali.

Le journaliste ghanéen Kweku Sakyi-Addo a exposé un point de vue différent en soulignant que l'élite urbaine et même la population citadine modérément instruite exercent une forte influence sur l'orientation du gouvernement et, par conséquent, doivent être l'objet de programmes de l'enseignement de la démocratie.

Une autre séance de travail a étudié la portée de la mission d'instruction civique et fait apparaître plusieurs points de vue différents. Pour un participant nigérian, les relations entre le pouvoir civil et l'armée sont l'élément central de l'instruction civique dans ce pays et le progrès économique constitue une condition préalable à l'édification de la démocratie. En revanche, d'autres participants ont souligné la primauté de la responsabilité sociale individuelle sur les principes traditionnels de gouvernement. Comme Margaret Sitta, originaire de Tanzanie, l'a résumé : « Les citoyens doivent pouvoir influencer les décisions politiques qui les concernent et doivent pouvoir prendre l'initiative de décisions politiques afin d'influer sur les actions qui les concernent. »

S'ADAPTER À DES RESSOURCES LIMITÉES

Le troisième thème de l'atelier concernait les moyens dont disposent les enseignants en Afrique pour tirer parti au maximum des ressources limitées – financières et humaines – dans le travail de l'enseignement de la démocratie. Si les professeurs d'instruction civique ont le sentiment de manquer de moyens dans les pays occidentaux, la situation en Afrique est encore plus difficile. Pour certains groupes, l'accès aux ressources internationales est une option, mais le plus souvent les enseignants doivent tirer le meilleur parti des moyens disponibles et établir des partenariats stratégiques avec l'Etat et le secteur privé afin d'atteindre leur objectif.

Au cours de la séance plénière thématique sur le sujet, Sy Cotiary Ba de l'Institut pédagogique national du Mali a montré comment un groupe d'organismes associatifs, l'armée, le gouvernement et des ONG ont uni leurs efforts pour enseigner à la population locale les principes démocratiques. Ce partenariat constructif a été déterminant pour la réussite du passage du Mali à la démocratie.

M. Francis Babu, ministre d'Etat au ministère ougandais de l'Education et des Sports a également évoqué le problème des ressources limitées mais d'un point de vue très différent. A son avis, l'Afrique dispose de ressources suffisantes mais elles sont souvent mal utilisées ou laissées de côté. Pour illustrer son propos, il a mentionné l'existence dans tous les pays d'Afrique de systèmes d'enseignement allant du primaire au niveau postsecondaire, de médias et autres moyens de communication avec de vastes auditoires, mais auxquels il est rarement fait appel pour enseigner la démocratie.

M. Babu a proposé que l'Etat et d'autres secteurs unissent leurs efforts dans ce domaine, ajoutant que la

participation du gouvernement doit être accompagnée de solides stratégies : « Il faut intervenir non pas dans le but de contrarier mais de convaincre. » Il a également recommandé la prudence à son auditoire afin de ne pas laisser les agences de financement internationales dicter les règles de fonctionnement de l'instruction civique et a rappelé : « Dans notre culture, nous disposons des moyens de communiquer les uns avec les autres. »

Les séances de travail qui ont suivi ont repris les thèmes de la séance plénière. Dans la séance intitulée « Mise en place de partenariats consacrés aux ressources », les participants ont souligné l'importance de faire participer les communautés à la création d'un enseignement adapté de la démocratie. Si le soutien des spécialistes des cursus, des entreprises, des médias, des milieux politiques et religieux est essentiel, le soutien de la communauté ciblée et le travail au sein de cette communauté pour mettre au point les méthodes de sensibilisation ne le sont pas moins. Comme l'a déclaré Jody Kollapen de la Commission des droits de l'homme d'Afrique du Sud : « Une grande partie du contenu des programmes provient des ressources de la communauté elle-même. »

Les participants à la séance intitulée « Formation des enseignants et responsables de l'instruction civique » ont examiné les moyens de se rallier les responsables en place et de former la jeune génération. La sensibilisation à l'instruction civique destinée aux responsables en place nécessite souvent

une démarche non partisane, la démonstration qu'une participation sert leurs propres intérêts et l'insistance sur l'importance de modèles pour la communauté.

La dernière séance consacrée à « L'élaboration d'alliances internationales » a suggéré la possibilité d'établir des relations avec des groupes d'autres pays en vue de résoudre les problèmes communs tels que l'absence de cursus ou de matériel pédagogique. Les programmes, ressources et matériels d'instruction civique peuvent facilement s'adapter à des contextes culturels différents.

Un programme américain qui a été spécialement adapté pour l'Afrique du Sud est le Street Law Program. Utilisé dans les établissements secondaires, ce programme, qui s'est révélé très efficace dans la résolution des conflits parmi les étudiants américains, a depuis été révisé et appliqué avec un succès considérable en Afrique du Sud. Le travail d'adaptation a nécessité des modifications pour le rapprocher de la langue, du niveau d'instruction et du contexte culturel de la jeunesse sud-africaine.

LES PROCHAINES MESURES

Outre l'accent mis sur les moyens de développer les réseaux de CIVITAS, la conférence de Pretoria a également porté sur les possibilités de soutenir de nouvelles initiatives en matière d'instruction civique. Au cours de l'une des séances plénières de clôture, les représentants de plusieurs sources de financement internationales et multinationales ont analysé la manière dont l'instruction civique s'intègre dans les objectifs plus vastes de développement en Afrique.

Michael Savage, directeur pour l'Afrique du Sud de l'Open Society Foundation, a évoqué l'importance du travail des ONG dans les programmes concernant la société civile plutôt que dans le développement en tant que tel : « Nous avons concentré nos efforts (en Afrique du Sud) sur le travail des ONG existantes dans cinq domaines principaux : le gouvernement local, la formation professionnelle des jeunes, le développement des communautés rurales, la radio de proximité et la protection des droits de l'homme. » Il a aussi conseillé aux professeurs d'instruction civique d'éviter de contacter des sources de financement dans le seul but de créer des réseaux. Les propositions émanant de consortiums doivent plutôt mettre l'accent sur la coopération et la coordination entre partenaires, éviter la duplication des efforts et fixer des objectifs clairs et des résultats mesurables. « Nous préférons financer au plus près les activités du projet afin d'assurer à nos subventions le maximum d'impact. »

Certains des intervenants ont également abordé l'importance du développement des relations entre les ONG et les gouvernements. M. Savage a fait remarquer que « les circuits de dialogue entre l'Etat et les ONG doivent être soigneusement aménagés et entretenus afin de créer un environnement favorable » à la

propagation de l'instruction civique. Aaron Williams, directeur du programme de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) en Afrique du Sud, a examiné la manière dont les dépenses de l'USAID dans ce pays visent « à promouvoir la collaboration entre associations locales, gouvernement et secteur privé ». Seulement ainsi, a-t-il souligné, les citoyens engagés dans les programmes d'enseignement de la démocratie et dans d'autres projets de développement pourront-ils éprouver le sentiment de « propriété » absolument nécessaire à leur viabilité.

Don Macey, directeur de la Standard Bank Foundation d'Afrique du Sud, a exposé le point de vue de l'entreprise privée commerciale. Si la plupart des professeurs d'instruction civique se tournent vers l'Etat ou les organisations internationales pour obtenir un financement, le secteur privé représente un enjeu important dans ce domaine. Les entreprises évaluent les projets à partir de quatre critères : la crédibilité, la pertinence, l'impact et la viabilité. En outre, à mesure que l'intérêt des entreprises pour l'Afrique croît, leur intérêt pour les dépenses sociales croît également, notamment dans le domaine de l'instruction civique. Toutefois, M. Macey a invité à la prudence : « Nous reconnaissons la nécessité des investissements sociaux consentis par les entreprises. A l'origine, nos efforts consistaient surtout à répondre à la demande, en ayant une attitude réactive. Maintenant nous anticipons davantage, mais nous avons beaucoup plus de bonnes idées que d'argent. »

LE LANCEMENT D'UNE NOUVELLE AFRIQUE

L'atelier CIVITAS Afrique a-t-il été un succès? Des personnes d'origines sociales très différentes ont eu l'occasion de prendre part à un débat qui, il y a quelques années, n'aurait sans doute pas été possible dans certains de leurs pays.

Toutefois, la pleine mesure de ce succès apparaîtra dans les prochains mois. La planification de conférences régionales et les nouveaux modes d'échange et de sensibilisation entamés au cours de l'atelier doivent continuer pour que ce succès se confirme.

Contrairement aux précédentes conférences de CIVITAS, l'atelier de Pretoria représente la première étape d'un effort qui prévoit l'élargissement du réseau de CIVITAS à la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne. Les participants ont été si enthousiasmés par les échanges d'idées, la création d'un réseau et l'élaboration de nouveaux programmes d'instruction civique que nombre d'entre eux ont déjà commencé à prendre des mesures pour mettre en œuvre des calendriers locaux et régionaux dès leur retour dans leur pays.

Ainsi, les participants éthiopiens se sont réunis toutes les semaines non seulement pour planifier la conférence régionale de Afrique de l'Est mais également pour procéder à des échanges d'idées et de ressources et faire participer les ONG présentes à Addis-Abeba et aux environs. Ils ont déjà proposé des programmes d'initiation aux échanges tels que projets de jumelage, programmation conjointe et création de matériels, ainsi que des actions communes de collecte de fonds auprès des milieux d'affaires.

A Pretoria, des groupements régionaux ont tenu à former des comités directeurs pour sélectionner et planifier des conférences ultérieures qui incluront pratiquement tous les pays d'Afrique subsaharienne. Ces comités

directeurs ont déjà commencé à planifier des manifestations régionales et à étendre leurs liens à d'autres professeurs d'instruction civique. Dans chaque région, ils s'associeront à une ONG internationale et à des membres du consortium CIVITAS pour organiser la conférence suivante et compléter le programme de CIVITAS.

Un autre aspect prometteur a été l'engagement et le soutien en faveur de l'instruction civique exprimés par les représentants des organisations internationales et régionales, notamment Germain Baricako, directeur de la Commission des droits de l'homme de l'OUA, et Luis Bernardo Honwana, représentant de l'UNESCO en Afrique du Sud. Un autre temps fort de l'atelier de Pretoria a été la participation de Jean-Louis Nembrini, inspecteur général chargé de l'instruction civique au ministère français de l'Education nationale.

L'Afrique apparaît souvent comme le continent où les problèmes sont plus nombreux que les solutions. Mais, envers et contre tout, l'Afrique a commencé à prendre d'importantes mesures pour encourager l'instauration de régimes démocratiques durables. Une telle évolution n'aurait pas été possible sans les initiatives novatrices des professeurs d'instruction civique dans un certain nombre de secteurs pour édifier les fondations de tels régimes. A mesure que les enseignants étendent leur rayon d'action, parviennent à sensibiliser leurs pairs chez eux et à l'étranger et jettent des ponts vers les communautés locales et les structures gouvernementales, les régimes démocratiques gagneront en force.

Les membres du consortium international CIVITAS souhaitent vivement nouer des liens avec leurs homologues africains afin de partager idées, cursus et autres ressources. De fait, les professeurs d'instruction civique africains ont beaucoup à offrir, compte tenu de leur expérience de l'enseignement de la démocratie dans des conditions très difficiles.

Dans un avenir proche, le consortium CIVITAS envisage d'élargir son action à l'Asie et au Moyen-Orient afin de créer un réseau véritablement mondial d'organisations vouées à l'échange des connaissances, des expériences et des ressources relatives à l'enseignement de la démocratie. De plus, le Comité directeur international de CIVITAS sera élargi afin d'inclure plusieurs professeurs d'instruction civique africains à côté des membres actuels originaires d'Europe, d'Asie et des Amériques.

Le chemin qui mène à la naissance d'une culture démocratique en Afrique reste à parcourir. Mais, plus important, les premiers pas viennent d'être faits, la voie est libre et les Africains eux-mêmes vont de l'avant. Comme la première dame des Etats-Unis, Hillary Rodham Clinton, l'a déclaré au cours de son récent voyage en Afrique: « *La démocratie n'exige pas seulement de chacun de nous sa part de responsabilité et d'engagement, elle nous demande aussi de compter sur autrui – sur ceux dont vous ne partagerez peut-être jamais les idées; ceux qui se réclament de religions, de groupes ethniques différents; ceux qui professent des idées que vous ne comprendrez peut-être jamais. La démocratie exige que nous fassions confiance à des gens différents de nous. La démocratie ne laisse aucun répit, car elle se fonde sur l'intériorisation de ces valeurs dans le cœur et l'esprit des hommes.* »

RESSOURCES

African-American Institute

380 Lexington Avenue
42nd Floor
New York, NY 10168-4298, Etats-Unis
Tél. : (212) 949-5666
Fax: (212) 882-1896
E-mail: aainy@aaionline.org

Education for

Democracy/International

American Federation of Teachers

Joseph Davis, Assistant Director,
International Affairs Department
555 New Jersey Ave., N.W.
Washington, D.C. 20001-2079,
Etats-Unis
Tél. : (202) 879-4448
Fax: (202) 879-4502
E-mail: iadaft@aol.com

Center for Civic Education

Jack Hoar, Director of
International Programs
5146 Douglas Fir Road
Calabasas, CA 91302, Etats-Unis
Tél. : (818) 591-9321
Fax: (818) 591-9330
E-mail: center4civ@aol.com

CIVITAS

Balazs Hidveghi, Directeur général
(a.b.s. IDL)
8, Avenue des Ecrivains
67000 Strasbourg
France
Tél. : 33-388-247100
Fax: 33-388-247109
E-mail: bohidveghi@compuserve.com

CIVNET

<http://www.civnet.org>
Les textes des discours des ateliers, les notes relatives aux sessions des ateliers et des informations complémentaires sur l'instruction civique en Afrique sont disponibles sur CIVNET, page d'accueil de CIVITAS sur le Web. Si vous n'avez pas accès à l'Internet, contactez le bureau local de l'USIS ou le siège de l'USIA à Washington pour obtenir une transcription de la conférence ou des informations sur le site Internet de CIVITAS.

Street Law Incorporated

Edward L. O'Brien, Co-Director
918 16th Street, N.W., Suite 602
Washington, D.C. 20006, Etats-Unis
Tél. : (202) 293-0088
Fax: (202) 293-0089
E-mail: eobrien@umd5.umd.edu

Constitutional Rights Foundation

Todd Clark, Executive Director
601 South Kingsley Drive
Los Angeles, CA 90005, Etats-Unis
Tél. : (213) 487-5590
Fax: (213) 386-0459
E-mail: crfcitizen@aol.com

League of Women Voters

Education Fund

Orna Tamches, Director of
International Relations
1730 M Street, N.W.
Suite 1000
Washington, D.C. 20036, Etats-Unis
Tél. : (202) 429-1965
Fax: (202) 463-3692
E-mail: orna@lwv.org

U.S. Information Agency

Pendleton Agnew, Civic Education
Coordinator
301 Fourth Street, S.W., Room 849
Washington, D.C. 20547, Etats-Unis
Tél. : (202) 619-4758
Fax: (202) 619-5068
E-mail: pagnew@usia.gov
*Ou bien contactez le bureau local de
l'USIS à l'Ambassade des Etats-Unis.*